

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2016)
Heft: 2143

Artikel: Cesser de traiter le populisme avec dédain : l'élection de Donald Trump a eu des précédents en Suisse et en Europe: à la gauche de se remettre en question
Autor: Strahm, Rudolf
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1023495>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

gouvernement est peu disert sur la diminution des recettes fiscales de la Confédération résultant de ce programme. Il l'évalue à 1,3 milliard (*Message p. 4708*).

La course aux déductions

Le projet va connaître un parcours parlementaire tumultueux. Certes, le Conseil des Etats boucle le dossier en une seule séance. Il repousse la suppression du droit de timbre à plus tard. Par contre les sénateurs rejettent l'alourdissement de l'imposition partielle des dividendes et gonflent la déduction des dépenses de recherche à 150% de leur montant effectif. Et ils font passer à 21,2% la part des cantons à l'IFD.

Au Conseil national, la nouvelle majorité PLR/UDC issue des élections de l'automne 2015 ne peut se retenir d'exercer sa force. Elle chamboule l'équilibre du projet et multiplie les déductions possibles.

Ainsi elle décide un nouvel allégement qui permet aux entreprises de déduire des intérêts fictifs sur leur capital propre (intérêts notionnels) – ceux qu'elles auraient pu encaisser si elles l'avaient placé sur les marchés financiers. Pour les sociétés maritimes, elle introduit l'imposition du tonnage plutôt que du bénéfice. Elle refuse par contre d'avaliser la générosité du Conseil des Etats envers les cantons – leur part reste fixée à 20,5% de l'IFD. Et, comme pour montrer que sa générosité n'est pas sans limites, la majorité bourgeoise fixe un plafond des déductions possibles, dont la somme ne devra pas dépasser... 80% du bénéfice!

S'ensuivent alors plusieurs allers-retours entre les deux Chambres, concessions contre concessions pour aboutir *in extremis* à un texte commun. En particulier, le National abandonne la taxe au tonnage et se rallie à une part plus élevée des cantons à l'IFD (21,2%). Il maintient par contre

la déduction des intérêts notionnels, valable pour les seuls cantons qui augmenteront l'imposition partielle des dividendes (60% au lieu de 30%).

Au final, le projet résulte d'une course aux niches fiscales et d'un marchandage de vendeurs de tapis. Il offre à toutes les entreprises, y compris à celles qui ne bénéficiaient pas auparavant de priviléges fiscaux, des effets d'aubaine. A savoir la possibilité de minimiser leurs impôts quand bien même elles n'auraient pas envisagé de s'exiler à défaut de ces nouveaux allégements.

Parce qu'il ne prévoit pas de compensations financières suffisantes pour les importantes pertes fiscales qu'il provoquera, ce projet reste trop déséquilibré. De ce fait, il va contribuer à creuser les déficits budgétaires et à justifier de sévères programmes d'économies. C'est ce que nous détaillerons dans un prochain article.

(A suivre)

Cesser de traiter le populisme avec dédain

L'élection de Donald Trump a eu des précédents en Suisse et en Europe: à la gauche de se remettre en question

On n'en croyait pas ses yeux au lendemain des élections présidentielles américaines! Il ne s'était trouvé pratiquement aucun analyste ou sondeur

d'opinion pour prévoir ce résultat. De toute évidence, les électeurs ont obéi à des motivations différentes, plus profondes que les provocations

répugnantes du magnat de l'immobilier contre le politiquement correct.

A plusieurs reprises ces

derniers temps, nous avons pu observer de tels comportement surprenants, dirigés contre les élites et considérés comme des «*accidents de parcours*»: le Brexit de la Grande-Bretagne le 23 juin dernier; le 6 avril 2016, le refus des citoyens néerlandais de ratifier l'accord de l'Union européenne avec l'Ukraine, bloquant ainsi les plans d'élargissement à l'est de l'Europe. Le 9 février 2014, les citoyens suisses créaient la surprise en approuvant l'initiative sur «*l'immigration de masse*» et provoquaient la consternation au sein des élites helvétiques.

Et l'on s'attend à d'autres surprises qui pourraient bien marquer l'élection présidentielle en Autriche au début décembre et, l'an prochain, se produire à l'occasion des élections en France, en Allemagne et aux Pays-Bas.

L'élite politique et intellectuelle s'est forgée une opinion à propos de ces décisions populaires indésirables; prévaut désormais le *mantra*: «*C'est du populisme!*» On décèle partout xénophobie et racisme dans le peuple, on disqualifie ces gens en les traitant de «*frustrés*» ou d'individus aux «*bas instincts*», pour reprendre les termes d'un professeur de philosophie zurichois. Christa Markwalder, la présidente du Conseil national, a quant à elle sommairement résumé l'enjeu politique des élections américaines: «*Raison ou populisme!*»

Les expériences vécues et les peurs existentielles

Certes on ne peut nier la persistance du racisme et de la xénophobie ni le développement du nationalisme. Mais ces phénomènes ne suffisent pas à justifier la grave perte de confiance de toute une moitié de la population.

Durant la campagne, les médias ont principalement relayé les dérapages du candidat Trump à l'égard des étrangers, des femmes et des élites. Mais ils ont négligé son discours et l'attention portée aux expériences de millions d'Américains: la perte d'emplois à la suite de la désindustrialisation ou de la délocalisation d'usines en Chine et au Mexique, le déclassement social vécu par des classes moyennes qui travaillent dur, l'expérience de l'aliénation éprouvée par des habitants de la ville, l'humiliation ressentie du fait de l'arrogance des élites mondiales et des banquiers de Wall Street.

Or, c'est bien en fonction de leur vécu personnel et de leurs craintes existentielles qu'ont voté les électeurs américains. Trump leur avait offert la sécurité. Il ne faut pas sous-estimer la force des référentiels sociaux et existentiels proposés par des personnages charismatiques tels que Donald Trump, Marine Le Pen, Nigel Farage ou Christoph Blocher.

L'élite intellectuelle se satisfait

d'analyses condescendantes et de jugements présomptueux à propos des personnes qu'elle qualifie de populistes, nationalistes, isolationnistes ou xénophobes. Ce faisant, elle les blesse et les fâche profondément sans même s'en rendre compte. Pas étonnant dès lors que ces personnes ne répondent plus aux sondages de la même manière qu'elles s'expriment dans les urnes.

Le piège académique

Dans les pays riches et industrialisés du monde, on observe partout une aggravation des inégalités sociales et une polarisation culturelle opposant des élites globalisées et universitaires d'une part et, d'autre part, une population de travailleurs tout à la fois prosaïques et préoccupés d'abord par la situation de leurs proches. Les élites internationalistes qui se retrouvent dans les gouvernements, les universités et les entreprises ne sont plus comprises. Isolées dans une sorte de trappe culturelle, elles ne remarquent pas la perte de confiance qu'engendre le capitalisme mondialisé. Or, la multiplication des «*accidents*» plébiscitaires lors des élections et des votations a un sens, celui d'une révolte montant de la base!

La globalisation apporte bien-être et aliénation. Elle profite aux uns et fait du tort aux autres. A la fin de mes études d'économie, j'ai travaillé à la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Unctad), puis

j'ai dirigé la Déclaration de Berne - c'est dire si je m'y connais en globalisation. L'expérience personnelle de cette époque a nourri la conviction que je défends depuis lors inlassablement: la globalisation poursuivie sans cautèles sociales ni écologiques ainsi qu'une migration généralisée et sans limites ne sont pas des solutions durables. Le système dominant du libre-échange de 1995 (OMC) ne prend en compte ni les problèmes sociaux qu'il pose ni les effets nuisibles qu'il a sur l'environnement. C'est maintenant seulement, après 20 ans de pratique du libre-échange, de l'immigration de masse, du capitalisme financier globalisé et d'une concentration du capital inédite dans l'histoire, que se présente la facture politique en termes de retour au protectionnisme et de rejet de la migration. Ce modèle de globalisation conduit dans une impasse.

Les partis du centre et de gauche sont perdants

Les perdants de la réorientation de l'électorat vers les partis nationalistes sont les partis du centre, les partis progressistes et de gauche, en Suisse comme partout ailleurs.

L'étude Selects sur les élections du Conseil national en 2015 montre que, parmi les électeurs suisses titulaires d'un CFC - soit la moitié de la population -, seulement 15% ont voté pour le parti socialiste et pas moins de 43% pour l'UDC. Et une enquête menée récemment auprès des recrues et de femmes du même âge a révélé que 33% de ces jeunes se sentent proches de l'UDC et 11% du PS. L'UDC est devenu le parti des travailleurs, même si ce parti ne leur porte strictement aucune attention, ni dans son programme, ni dans son action.

La social-démocratie a perdu les électeurs qu'elle pensait représenter. Elle utilise aujourd'hui un langage élitaire et académique qui trouve peut-être écho dans les médias, mais qui reste incompréhensible pour la plupart des individus. Le PS évolue dans une sphère d'intellectuels qui se parlent à eux-mêmes.

Le PS a totalement ignoré à quel point la vague migratoire préoccupe les électeurs. En adoptant l'idéal de la libre circulation, il a écarté les préoccupations quotidiennes de la population et nié les besoins existentiels des salariés. Le PS a également négligé les besoins de perfectionnement et les

opportunités de promotion de ceux qui font carrière sans formation universitaire. Il a abandonné la question de la priorité nationale à l'embauche à Philipp Müller, un plâtrier membre du parti libéral-radical, alors même que l'ensemble des salariés appellent une telle mesure de ses vœux.

Après l'avertissement des traumatismes nommés Trump et (bientôt?) Le Pen, il semble pertinent de repenser la stratégie partisane. Mais la transformer en nouvelle lutte des classes, tel que le prévoit le programme économique du PS soumis à son très prochain congrès, revient à prendre ses désirs pour la réalité.

La lutte des classes requiert une conscience de classe ancrée historiquement. Or cette dernière n'existe plus. Sa rhétorique ne peut donc servir à ramener les suffrages des salariés.

Pour l'heure, les sociaux-démocrates n'ont pas encore trouvé une voie conciliant leurs anciens idéaux avec les réalités contemporaines.

Cet [article](#) a été publié dans les éditions du *Tages-Anzeiger* et du *Bund* du 15 novembre 2016 (traduction DP).